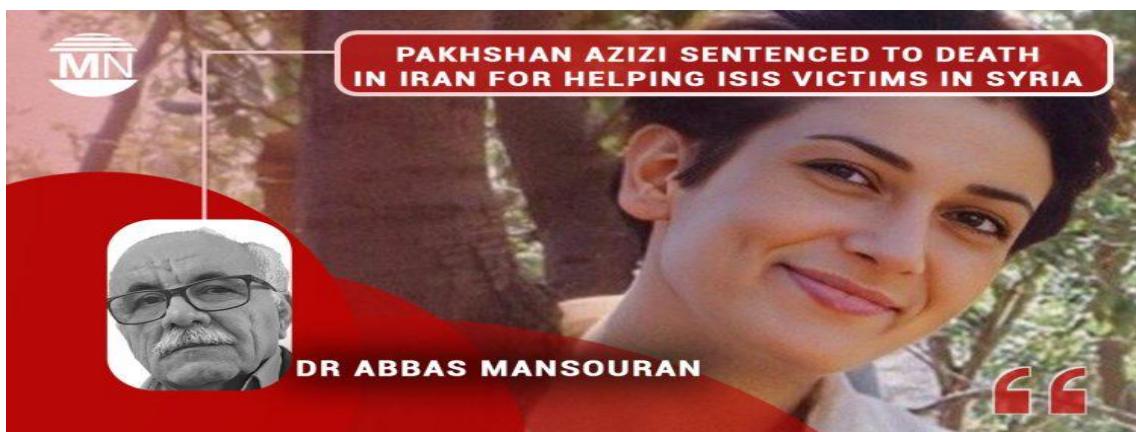


Pakhshan Azizi condamné à mort en Iran pour avoir aidé les victimes de l'EI en Syrie

Pakhshan Azizi est sur le point d'être exécuté. Pour éviter ce verdict barbare et semblable à celui de l'EI, qui défie toute l'humanité et l'histoire, nous devons mobiliser toutes les ressources disponibles et exercer tout notre pouvoir. Chaque individu épris de liberté doit utiliser tous les moyens possibles pour empêcher le gouvernement iranien d'assassiner Pakhshan Azizi, Warisheh Moradi et d'innombrables autres prisonniers politiques emprisonnés. Nous devons exiger leur libération immédiate et inconditionnelle.



Dr Abbas Mansouran

Pakhshan Azizi est une femme du mouvement « Jin, Jiyan, Azadi ». Elle est actuellement sous le joug du gouvernement islamique d'Iran pour le même crime. Le mercredi 9 janvier 2025, Amir Raisian, l'avocat de Pakhshan Azizi, a annoncé la confirmation du verdict de meurtre du gouvernement contre Pakhshan Azizi devant la Cour suprême, et a rapporté sur le réseau social X que ce verdict a été confirmé bien que Pakhshan Azizi « n'était membre d'aucun groupe militaire et n'avait aucune activité militaire ».

Amir Raisian a ajouté : « Ce verdict a été rendu en contradiction avec un procès équitable et a ignoré les défauts de l'affaire et nous a été communiqué aujourd'hui. » Ce verdict inhumain, dans la continuité des horribles massacres

du gouvernement iranien, est plein de contradictions et même des lois du gouvernement islamique.

Pakhshan Azizi, un travailleur social diplômé comme Warisheh Moradi, a été arrêté par le Corps des gardiens de la révolution de l'État islamique en Iran le 4 août 2023 et a été torturé dans les centres de détention de l'État islamique pendant plus d'un an. Le crime de Pakhshan Azizi et Warisheh Moradi est d'avoir apporté de l'aide aux victimes des crimes de l'État islamique au Rojava, en Syrie. La Cour suprême de l'État islamique les a tous deux condamnés à mort par pendaison pour cette accusation. Dans une lettre de la prison d'Evin du 20 juillet 2024, Pakhshan Azizi a écrit, en faisant référence à la torture qu'il a subie aux mains de l'Organisation du renseignement et de la sécurité du CGRI : « J'ai été pendu à plusieurs reprises par mes interrogateurs. »



Les militantes kurdes Pakhshan Azizi (à droite) et Warisheh Moradi (à gauche) ont été condamnées à mort en Iran

Elle a poursuivi : « ... toutes mes activités et tous mes efforts ont eu pour but de servir et de payer ma dette historique envers mes expériences vécues et les répressions historiques, et bien sûr, je crois fermement que la bonne façon de parvenir à une société démocratique est aussi fondamentalement d'adopter une méthode démocratique pour construire une société morale et politique dans laquelle les gens eux-mêmes discutent des problèmes sociaux, s'en préoccupent et trouvent des solutions. »

Après son arrestation, Pakhshan Azizi a été soumise à diverses tortures pendant plus de quatre mois en isolement dans le quartier 209 de la prison d'Evin à Téhéran (sous la supervision des services de renseignements du CGRI). Elle a entamé une grève de la faim pendant 36 jours pour demander la libération de sa famille, qui a été arrêtée au même moment. Elle a été pendue à plusieurs reprises lors des interrogatoires, enterrée à dix mètres de profondeur dans le sol puis ressortie pour forcer Pakhshan à avouer sous la dictée des interrogateurs.

Selon des informations fiables, le premier enquêteur dans l'affaire Pakhshan Azizi après son arrestation était une personne nommée Mazloum, qui à la fin du premier mois de sa détention, après avoir examiné le dossier et les documents du ministère du Renseignement, a refusé de prolonger l'ordre de détention et a décidé d'émettre un ordre de libération pour Pakhshan Azizi.

Le ministère des Renseignements n'a pas accepté cette demande et l'ordre a été rejeté. Le bureau du procureur a subi des pressions de la part des services de renseignements du CGRI. Sur ordre du bureau du procureur de Téhéran, l'affaire a été retirée au premier enquêteur et transmise à Ali Qanatkar de la branche 1 du bureau du procureur d'Evin. Qanaatkar n'a également trouvé aucune raison pour que l'affaire de Pakhshan Azizi soit prolongée et a émis un ordre de libération sous caution. Le texte stipule : « Le maintien en détention n'est pas opportun et je propose de lever l'ordre de détention provisoire et d'émettre un ordre de libération sous caution. » Les services de renseignements du CGRI, qui disposent de leur propre quartier 209 et d'autres prisons secrètes, n'ont pas accepté cet ordre et ont ordonné que Pakhshan Azizi soit condamnée.

Sous la torture jusqu'au seuil de la mort, Pakhshan Azizi n'a jamais cédé aux aveux forcés ni à la coopération avec l'État islamique et a insisté pour sa défense sur le fait que les accusations et les déclarations du ministère du Renseignement étaient fausses et fabriquées.

Le 23 juillet 2024, Pakhshan Azizi a été condamné à mort par le verdict de l'Iman Afshari (juge de la mort), chef de la branche 26 du tribunal révolutionnaire de Téhéran, pour « rébellion ».

Pakhshan Azizi venait en aide aux victimes de viols et d'agressions de l'EI depuis près de dix ans dans les camps de déplacés de la guerre dans le nord-est de la Syrie (Rojava), dont plus de trois ans dans le camp de Nowruz dans la ville de Dirak. Elle avait entrepris cette tâche, comme Warisheh Moradi et des centaines d'autres femmes venues du monde entier, pour aider les femmes et les enfants touchés par les crimes et les agressions de l'EI.

Le Croissant-Rouge du Kurdistan dans la région nord-est de la Syrie et l'Organisation de réhabilitation et de développement Shams ont confirmé ces activités dans des lettres adressées à des responsables du gouvernement iranien et à des institutions internationales. Maja Hess, présidente de l'organisation suisse Medico International, a souligné dans une lettre datée du 19 septembre 2024, qu'Azizi avait fourni des services sociaux spécifiquement aux femmes et aux enfants qui avaient été contraints de fuir leurs foyers. Ces documents et organisations témoignent que Pakhshan Azizi a aidé les victimes de l'EI en tant qu'assistante sociale.

L'accusation de Pakhshan Azizi

Pakhshan et Warisheh se sont précipités pour aider les victimes dans le nord-est de la Syrie alors que l'EI s'en prenait à tout le Moyen-Orient pour établir son État islamique en Irak et à Damas. Le gouvernement fasciste turc fournit un soutien militaire à l'EI depuis 2012. Des femmes yazidies de Shingal ont été brutalement vendues sur les marchés aux esclaves des villes de Raqqa, Sinjar, Tabqa, Manbij, Kobani et d'autres zones occupées pour quelques dollars par des mercenaires de l'EI.

Le monde doit cette glorieuse résistance

Au prix du martyre de plus de quinze mille combattants et révolutionnaires, Kobané, Raqqa et d'autres zones occupées ont été débarrassées de l'EI et des milliers de femmes et de jeunes filles blessées ont été libérées des chaînes de l'EI. Le prix de ces actions héroïques et de ces libérations a été la vie de plus de quinze mille résistants. Les vastes cimetières de Kobané et d'autres villes du Rojava sont des témoignages poignants de cette résistance et de cet héroïsme historiques.

Lire d'autres articles d'opinion d'Abbas Monsouran :

Le meurtre systématique de journalistes est un crime de guerre

Ces vies précieuses et cette glorieuse résistance historique ont été sacrifiées non seulement pour établir la sécurité en Syrie et au Moyen-Orient, mais aussi pour protéger les sociétés occidentales des atrocités de l'EI et de ses partisans. Le monde doit une dette de gratitude à la résistance des unités d'hommes et de femmes, à la résistance héroïque à Sinjar et dans le nord et l'est, et à l'auto-gouvernance remarquable de ce système.

Le crime commis contre Pakhshan Azizi et Warisheh Moradi est né de leur foi inébranlable dans la philosophie de la « Femme, de la Vie, de la Liberté » et de leur dévouement à l'aide humanitaire dans le nord de la Syrie. Comme tout être humain compatissant, elles ont reconnu que l'humanité et le devoir humain transcendent les frontières et ont ressenti une obligation morale d'aider ceux qui en ont besoin. Pakhshan et Warisheh sont rentrées en Iran avec la conviction qu'elles n'avaient jamais participé à un conflit armé et que leurs seules armes étaient la connaissance et l'engagement envers la responsabilité sociale.

Leur service désintéressé et leurs efforts humanitaires auraient dû être célébrés et salués.

Cependant, le gouvernement iranien, qui applique une vision du monde proche de celle de l'EI et des talibans, les a arrêtés et soumis à la torture, jusqu'à la condamnation à mort par pendaison. Cet acte odieux du gouvernement iranien constitue une approbation de l'idéologie de l'EI. Le régime iranien vise à instiller la peur au sein de la société et à punir les militants du mouvement « Jin, Jiyan, Azadi », en particulier les femmes qui refusent de céder à la coercition. La condamnation à mort de Pakhshan Azizi et Warisheh Moradi, au lieu de les libérer et de les féliciter, indique clairement que le gouvernement islamique d'Iran a planifié un tel crime au nom de l'EI et qu'il se venge de Pakhshan et Warisheh. L'objectif du régime iranien est de se venger du mouvement « Jin, Jiyan, Azadi » et des femmes qui ne se soumettent pas à l'esclavage et à la coercition. Le gouvernement islamique d'Iran est un gouvernement de massacre, de génocide et de crimes contre l'humanité.

Pakhshan Azizi est sur le point d'être exécuté. Pour éviter ce verdict barbare et semblable à celui de l'EI, qui défie toute l'humanité et l'histoire, nous devons mobiliser toutes les ressources disponibles et exercer tout notre pouvoir. Chaque individu épris de liberté doit utiliser tous les moyens possibles pour empêcher le gouvernement iranien d'assassiner Pakhshan Azizi, Warisheh Moradi et d'innombrables autres prisonniers politiques emprisonnés. Nous devons exiger leur libération immédiate et inconditionnelle.

Le Dr Abbas Mansouran est un épidémiologiste d'origine iranienne basé en Suède. Il est spécialisé dans les brûlures, ayant beaucoup travaillé dans ce domaine pendant la guerre en Irak dans les années 1980. Mansouran a également mené des recherches indépendantes au Kurdistan de Rojava, dans le nord et l'est de la Syrie, enquêtant sur les installations médicales et en prodiguant des soins aux blessés, dans un contexte d'allégations d'utilisation d'armes chimiques par la Turquie.